

The logo for JCDecaux, featuring the company name in a bold, dark blue sans-serif font. The text is positioned to the right of a thin, dark blue L-shaped line that starts from the top left and extends horizontally and then vertically down to the text.

**JCDecaux**

# | Rapport financier semestriel

28 juillet 2023

## Table des matières

<b>Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2023</b> .....	<b>3</b>
Communiqué financier des résultats semestriels 2023 .....	3
Faits marquants du 1 <sup>er</sup> semestre 2023 .....	12
Perspectives .....	14
Transactions avec les parties liées .....	15
Facteurs de risques .....	16
<b>Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023</b> .....	<b>24</b>
Etats financiers consolidés semestriels .....	24
Annexes aux comptes consolidés semestriels .....	29
<b>Rapport des Commissaires aux Comptes</b> .....	<b>37</b>

# Rapport d'activité du 1er semestre 2023

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2023

- Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +7,5 % à 1 585,0 millions d'euros
- Chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +7,8 % avec un deuxième trimestre qui a dépassé nos attentes à +10,3 %
- Marge opérationnelle ajustée de 203,1 millions d'euros, en hausse de +10,7 %
- Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 12,5 millions d'euros, en hausse de +170,0 %
- Résultat net part du Groupe de 37,8 millions d'euros, en hausse de +422,4 %
- Capacité d'autofinancement ajusté de 114,3 millions d'euros, en hausse de +41,6 %
- Cash-flow disponible ajusté de -179,7 millions d'euros, en baisse de -136,6 millions d'euros du fait d'éléments ponctuels affectant la variation du besoin en fonds de roulement
- Classements ESG de très grande qualité
- Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté au troisième trimestre 2023 attendue autour de +7 %

Paris, le 27 juillet 2023 – JCDecaux SE (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2023.

À l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2023, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Le chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2023 a progressé de +7,5 %, +7,8 % en organique, pour atteindre 1 585,0 millions d'euros, y compris +10,3 % en organique au deuxième trimestre au-dessus de nos attentes, tiré par une solide dynamique commerciale dans la plupart des zones géographiques et avec une reprise progressive en Chine. Cette performance est portée par la forte croissance des activités digitales, la reprise continue des activités de transport et la poursuite de la croissance du chiffre d'affaires du mobilier urbain, au-dessus des niveaux pré-Covid au premier semestre.

Le chiffre d'affaires digital (DOOH) a fortement progressé à +17,1 % au premier semestre 2023, +18,0 % en organique, pour atteindre 32,7 % du chiffre d'affaires du Groupe contre 30,0 % au premier semestre 2022. Nous avons poursuivi le déploiement sélectif d'écrans digitaux au sein d'emplacements premium ainsi que le développement de nos services liés à la data. Le chiffre d'affaires publicitaire programmatique via la plateforme SSP (Supply Side Platform) VIOOH, qui constitue principalement une source de revenus incrimementaux provenant de campagnes dynamiques innovantes alimentées par la data et de nouveaux annonceurs, a progressé de 63,3 % au premier semestre 2023 pour atteindre 36,9 millions d'euros, soit 7,1 % de notre chiffre d'affaires digital au cours du premier semestre 2023, et ce, alors que l'écosystème DOOH programmatique, y compris Displayce depuis l'annonce de notre alliance stratégique en juillet 2022, a continué de gagner du terrain.

Par activité, le mobilier urbain a progressé de +3,8 % en organique au premier semestre 2023, dépassant globalement les niveaux du premier semestre 2019 ; l'affichage a enregistré une baisse de -0,5 % en organique au premier semestre 2023, mais il a dépassé les niveaux de 2019 en Asie-Pacifique et en Amérique du Nord ; le transport a augmenté de +19,0 %, reflétant la solide reprise du trafic aérien, qui a déjà atteint plus de 90 % de son niveau mondial pré-Covid. Mais le chiffre d'affaires du Transport est resté bien inférieur aux niveaux de 2019, en raison d'un trafic aérien international en Asie toujours faible, particulièrement en Chine qui est également affectée par le non-renouvellement des contrats du métro et de l'aéroport de Canton.

Toutes les zones géographiques ont enregistré une croissance positive au premier semestre 2023, y compris l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde avec une croissance à deux chiffres grâce à la reprise soutenue de la mobilité dans ces deux régions. La France, le Reste de l'Europe et le Reste du Monde ont atteint un chiffre d'affaires proche de celui de 2019, alors que l'Asie est restée significativement en-deçà, principalement en raison de la Chine.

La marge opérationnelle ajustée a progressé de 19,6 millions d'euros pour atteindre 203,1 millions d'euros, soit une augmentation de +10,7 % par rapport au premier semestre 2022. Ce levier opérationnel positif, en dépit de la pression inflationniste sur les coûts, a été tiré par notre activité de mobilier urbain, bénéficiant d'une pleine reprise du chiffre d'affaires et de la renégociation de contrats, tandis que le transport et notre activité d'affichage grand format analogue sont toujours affectés par un rythme de reprise plus lent, en particulier en Chine. Les autres indicateurs de performance du compte de résultat se sont améliorés en conséquence et ont bénéficié d'effets liés à la renégociation de certains contrats. Notre cash-flow disponible a été impacté par le paiement d'arriérés de loyers et de redevances liés à la finalisation de certaines renégociations de contrats, tandis que nous avons généré une capacité d'autofinancement

positive à 114,3 millions d'euros, qui a augmenté de 33,6 millions d'euros, soit +41,6 % de croissance par rapport au premier semestre 2022.

Notre stratégie de croissance continue d'être tirée par les gains de contrat en organique, tels que la concession publicitaire OOH et DOOH la plus importante de Norvège et des acquisitions ciblées, dont celles des activités de Clear Channel en Italie et en Espagne au deuxième trimestre.

Nous avons réaffirmé l'excellence de nos pratiques de développement durable, reconnues comme les meilleures de leur catégorie par les agences de notation extra-financière, avec le lancement en juin de notre nouvelle Stratégie Climat « committed SBTi », dont l'objectif est de continuer à réduire notre empreinte carbone sur l'ensemble de notre chaîne de valeur. Cette stratégie repose sur trois principes : mesurer, réduire, contribuer. Elle vise à atteindre le Net Zéro Carbone d'ici 2050 (scopes 1, 2 et 3) et vient compléter notre ambitieuse Stratégie RSE 2030.

Au troisième trimestre, nous prévoyons désormais une croissance organique du chiffre d'affaires autour de +7 % avec la Chine en-dessous de la moyenne du Groupe, en raison d'une reprise lente du trafic international et de l'impact du non-renouvellement des contrats de Canton.

En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée, alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, à notre portefeuille bien diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière, à la qualité de nos équipes dans le monde et reconnue pour son excellence en matière de RSE, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. Nous sommes plus que jamais convaincus de la puissance de notre média dans un paysage publicitaire de plus en plus fragmenté et numérique, et du rôle important qu'il continuera de jouer dans la croissance économique ainsi que dans les transformations positives de notre société. »

À la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et IFRS 16 depuis 1<sup>er</sup> janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
- pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en page 6 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou les calculs de variations peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

### **CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ**

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2023 est en hausse de +7,5 % à 1 585,0 millions d'euros contre 1 474,8 millions d'euros au premier semestre 2022. En organique (i.e. en excluant l'impact négatif de 20,3 millions d'euros liés à la variation des taux de change et l'impact positif de 15 millions d'euros dû aux variations de périmètre ce semestre) le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +7,8 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est en hausse de +7,4 % en organique au premier semestre 2023.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté progresse de +9,1 % à 863,7 millions d'euros, soit une croissance organique de +10,3 % par rapport au deuxième trimestre 2022.

Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est en hausse de +10,1 % en organique au deuxième trimestre 2023.

### **Chiffre d'affaires ajusté**

m€	S1 2023			S1 2022			Variation 23/22		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	364,3	458,3	<b>822,6</b>	347,5	441,8	<b>789,4</b>	4,8 %	3,7 %	<b>+4,2 %</b>
Transport	254,0	282,7	<b>536,7</b>	234,9	224,2	<b>459,0</b>	8,1 %	26,1 %	<b>+16,9 %</b>
Affichage	103,0	122,7	<b>225,7</b>	100,6	125,8	<b>226,4</b>	2,4 %	- 2,5 %	<b>-0,3 %</b>
<b>Total</b>	<b>721,3</b>	<b>863,7</b>	<b>1 585,0</b>	<b>683,0</b>	<b>791,8</b>	<b>1 474,8</b>	<b>5,6 %</b>	<b>9,1 %</b>	<b>+7,5 %</b>

**Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté <sup>(a)</sup>**

	Variation 23/22		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+4,1 %	+3,5 %	<b>+3,8 %</b>
Transport	+7,9 %	+30,5 %	<b>+19,0 %</b>
Affichage	+1,0 %	-1,7 %	<b>-0,5 %</b>
<b>Total</b>	<b>+5,0 %</b>	<b>+10,3 %</b>	<b>+7,8 %</b>

(a) À périmètre et taux de change constants

**Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique**

m€	S1 2023	S1 2022	Croissance publiée	Croissance organique <sup>(a)</sup>
Europe <sup>(b)</sup>	470,4	448,5	+4,9 %	+5,0 %
Asie-Pacifique	348,3	317,4	+9,7 %	+14,0 %
France	291,6	278,5	+4,7 %	+1,9 %
Reste du Monde	205,5	170,8	+20,3 %	+19,5 %
Royaume-Uni	146,5	143,4	+2,2 %	+6,4 %
Amérique du Nord	122,6	116,2	+5,5 %	+1,0 %
<b>Total</b>	<b>1 585,0</b>	<b>1 474,8</b>	<b>+7,5 %</b>	<b>+7,8 %</b>

(a) À périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

**MOBILIER URBAIN**

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre a progressé de +4,2 % à 822,6 millions d'euros (+3,8 % en organique). La plupart des régions ont enregistré une croissance positive, y compris l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde avec une croissance à deux chiffres. Le mobilier urbain a dépassé les niveaux de chiffre d'affaires mondial de 2019, avec notamment une forte croissance à un chiffre par rapport à 2019 en Europe (dont la France et le Royaume-Uni).

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, a augmenté de +3,5 % en organique par rapport au premier semestre 2022.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +3,7 % à 458,3 millions d'euros, soit une croissance organique de +3,5 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le mobilier urbain a dépassé le chiffre d'affaires mondial de 2019, grâce à l'Europe (y compris la France et le Royaume-Uni), le Royaume-Uni étant nettement au-dessus des niveaux du deuxième trimestre 2019, porté par le digital.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, a augmenté de +3,2 % en organique par rapport au deuxième trimestre 2022.

**TRANSPORT**

Le transport a été le principal moteur de croissance au premier semestre 2023, le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre ayant augmenté de +16,9 % à 536,7 millions d'euros (+19,0 % en organique), ce qui reflète le fort rebond du trafic aérien qui s'établit à 92 % de son niveau mondial pré-Covid. La publicité dans les aéroports aux États-Unis et au Moyen-Orient est, d'ores et déjà au-dessus des niveaux pré-Covid. Les niveaux de chiffre d'affaires des aéroports d'Europe et d'Asie-Pacifique sont en hausse bien qu'en retard par rapport à la reprise du trafic.

L'ensemble des zones géographiques affichent une croissance à deux chiffres, mais le transport reste nettement inférieur aux niveaux de chiffre d'affaires de 2019, impacté par la baisse du trafic aérien international, en particulier en Chine. Le Reste du Monde s'établit bien au-dessus des niveaux de chiffre d'affaires de 2019.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de +26,1 % à 282,7 millions d'euros, soit une croissance organique de +30,5 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. L'Asie-Pacifique est la zone géographique qui affiche la croissance la plus rapide, bien que nettement inférieure par rapport à son niveau de 2019, suivie de l'Amérique du Nord et du Reste du Monde.

### **AFFICHAGE**

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre est en baisse de -0,3 % à 225,7 millions d'euros (-0,5 % en organique). L'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique, le Reste de l'Europe et le Reste du Monde ont été en croissance sur la période. L'Asie-Pacifique et l'Amérique du Nord enregistrent un chiffre d'affaires supérieur aux niveaux de 2019.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté est en baisse de -2,5 % à 122,7 millions d'euros (-1,7 % en organique). L'Amérique du Nord affiche le taux de croissance le plus fort, suivie du Reste du Monde, le Royaume-Uni étant stable tandis que la France a enregistré une baisse.

### **MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE** <sup>(1)</sup>

Au premier semestre 2023, notre marge opérationnelle ajustée a progressé de 19,6 millions d'euros pour atteindre 203,1 millions d'euros (contre 183,6 millions d'euros au premier semestre 2022), soit une hausse de +10,7 %. Ce levier opérationnel positif, en dépit de la pression inflationniste sur les coûts, a été tiré par notre activité de mobilier urbain, bénéficiant d'une pleine reprise du chiffre d'affaires et de la renégociation de contrats, tandis que le transport et notre activité d'affichage grand format analogue sont toujours affectés par un rythme de reprise plus lent, en particulier en Chine.

La marge opérationnelle ajustée représente 12,8% du chiffre d'affaires, soit +40 points de base de plus que l'année dernière.

	S1 2023		S1 2022		Variation 23/22	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (m€)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	172,6	21,0 %	151,1	19,1 %	+21,5	+190 pb
Transport	21,4	4,0 %	22,6	4,9 %	-1,2	-90 pb
Affichage	9,1	4,0 %	9,9	4,4 %	-0,8	-40 pb
<b>Total</b>	<b>203,1</b>	<b>12,8 %</b>	<b>183,6</b>	<b>12,4 %</b>	<b>+19,6</b>	<b>+40 pb</b>

**Mobilier Urbain** : Au premier semestre 2023, la marge opérationnelle ajustée a augmenté de 21,5 millions d'euros à 172,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée à 21,0 % est en hausse de +190 points de base par rapport à 2022.

**Transport** : Au premier semestre 2023, la marge opérationnelle ajustée a baissé de 1,2 million d'euros à 21,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée à 4,0 % est en baisse de -90 points de base par rapport à 2022.

**Affichage** : Au premier semestre 2023, la marge opérationnelle ajustée a baissé de 0,8 million d'euros à 9,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée à 4,0% est en baisse de -40 points de base par rapport à 2022.

### **RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ** <sup>(2)</sup>

Au premier semestre 2023, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation a augmenté de 30,4 millions d'euros, pour atteindre 12,5 millions d'euros contre -17,9 millions d'euros au premier semestre 2022. Cette hausse est due à l'augmentation de la marge opérationnelle et à certains effets non récurrents liés principalement aux renégociations de contrats de mobilier urbain compensés en partie par l'impact de la fin des contrats du métro et de l'aéroport de Canton. En pourcentage du chiffre d'affaires, cela représente une hausse de 200 points de base à 0,8 %, contre -1,2 % au premier semestre 2022, portée par une hausse de 450 points de base du taux de marge du mobilier urbain, désormais à 7,4 %.

La dépréciation sur les actifs corporels et incorporels de +21,9 millions d'euros au premier semestre 2023 est liée à la reprise de provisions pour les contrats de Canton pour 17,4 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en hausse de 49,4 millions d'euros, à 34,4 millions d'euros au premier semestre 2023 contre -14,9 millions d'euros au premier semestre 2022.

### **RÉSULTAT FINANCIER** <sup>(3)</sup>

Au premier semestre 2023, le résultat financier s'élève à -64,9 millions d'euros comparé à -67,7 millions d'euros au premier semestre 2022. Cette amélioration de 2,8 millions d'euros est principalement due à une baisse du coût d'endettement net de 6,9 millions d'euros, en partie compensée par un effet de change défavorable de 2,1 millions d'euros et une hausse des charges d'actualisation nettes de 1,2 million d'euros.

La baisse du coût d'endettement net est en partie liée à la hausse des intérêts perçus sur nos liquidités en raison de l'augmentation des taux alors que les charges financières sont principalement à taux fixes, en partie compensée par les charges d'intérêt financiers en lien avec l'émission obligataire de 600 millions d'euros réalisée en janvier 2023 avec une maturité fixée à 2029.

**SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE**

Au premier semestre 2023, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence s'élève à 8,7 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros au premier semestre 2022, une croissance de 21,4%, reflétant l'amélioration de la performance opérationnelle globale de nos sociétés en contrôle conjoint, la contribution de nos entreprises associées étant en baisse du fait de Clear Media en Chine qui demeure en retrait et n'a pas encore bénéficié de la reprise de la mobilité.

**RÉSULTAT NET PART DU GROUPE**

Au premier semestre 2023, le résultat net part du Groupe avant charges nettes de dépréciation a augmenté de +35,4 millions d'euros à 21,8 millions d'euros, contre -13,5 millions d'euros au premier semestre 2022.

En tenant compte de l'impact des charges nettes de dépréciation, le résultat net part du Groupe est en hausse de 49,6 millions d'euros à 37,8 millions d'euros, comparé à -11,7 millions d'euros au premier semestre 2022.

**INVESTISSEMENTS AJUSTÉS**

Au premier semestre 2023, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions d'actifs) à 121,2 millions d'euros restent inférieurs de 11,3 % par rapport aux investissements du premier semestre 2019. Ce montant, qui représente une baisse de 1,1 million d'euros (-0,9 %) par rapport au premier semestre 2022, inclut 26,7 millions d'euros de paiement pour les droits publicitaires liés au renouvellement et à l'extension de notre contrat long terme avec Shanghai Metro ainsi que des ventes d'actifs « non-core » pour un montant total de 32,5 millions d'euros.

**CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ <sup>(4)</sup>**

Au premier semestre 2023, la capacité d'autofinancement a atteint 114,3 millions d'euros, soit une hausse de +33,6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2022, soit une augmentation de +41,6 %, principalement tirée par l'amélioration de la marge opérationnelle et par la baisse des intérêts financiers nets payés sur la période.

La variation du besoin en fonds de roulement a eu un impact défavorable de 172,8 millions d'euros lié aux paiements d'arriérés de loyers et redevances sur la période dus à la finalisation de la renégociation de certains contrats et dans une moindre mesure à une augmentation des créances et à une augmentation de nos stocks en lien avec la reprise de nos activités.

Après investissements, le cash-flow disponible ajusté s'élève à -179,7 millions d'euros, en baisse de 136,6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2022, en lien avec la variation de notre besoin en fonds de roulement, partiellement compensée par la croissance de notre capacité d'autofinancement.

**DIVIDENDE**

L'Assemblée Générale du 16 mai 2023 a décidé de ne distribuer aucun dividende, afin de continuer à optimiser notre flexibilité financière et à renforcer notre capacité à saisir de futures opportunités d'investissement organique et externe ciblées telle que notre récente acquisition des activités de Clear Channel en Italie et en Espagne.

**DETTE NETTE <sup>(5)</sup>**

La dette nette s'élève à 1 168,3 millions d'euros au 30 juin 2023, contre 975,0 millions d'euros à fin décembre 2022, en hausse de 193,3 millions d'euros, principalement due à l'impact de la variation du besoin en fonds de roulement au cours de la période sur le cash-flow disponible. Cette dette nette comprend un fort niveau de liquidité avec des disponibilités pour près de 1,5 milliard d'euros et une ligne de crédit revolving confirmée non tirée de 825 millions d'euros avec une maturité à mi 2026, un profil de dette très solide avec des échéances obligatoires largement couvertes par nos disponibilités jusqu'en 2028 et une gestion optimisée de notre dette qui nous a permis de réduire les charges financières nettes sur la période.

**DROITS D'UTILISATION & DETTES LOCATIVES, IFRS 16**

Les droits d'utilisation IFRS 16 au 30 juin 2023 s'élèvent à 2 445,3 millions d'euros contre 2 725,3 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une baisse de 280,0 millions d'euros liée à l'amortissement des droits d'utilisation, aux renégociations de contrats et l'effet de change partiellement compensée par de nouveaux contrats, des contrats prolongés et des contrats renouvelés.

Les dettes locatives IFRS 16 sont en baisse de -461,8 millions d'euros, passant de 3 412,1 millions d'euros au 31 décembre 2022 à 2 950,3 millions d'euros au 30 juin 2023 (3 684,8 millions d'euros au 30 juin 2022). La baisse, principalement liée aux remboursements des dettes de locations ainsi qu'aux renégociations et fins de contrats, et à un effet de change favorable négatif, est en partie compensée par de nouveaux contrats et la mise à jour de minima garantis.

**DONNÉES AJUSTÉES**

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat

d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2023, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -118,1 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-106,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2022) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 466,9 millions d'euros (1 367,8 millions d'euros au premier semestre 2022).
- -25,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 346,4 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-21,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 387,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2022) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 524,3 millions d'euros (549,9 millions d'euros au premier semestre 2022).
- -16 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 90,4 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-12,7 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 50,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2022) ; le résultat d'exploitation IFRS avant charges de dépréciation est donc de 86,8 millions d'euros (19,8 millions d'euros au premier semestre 2022).
- -16 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 90 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-11,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 50,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2022) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 108,4 millions d'euros (23,6 millions d'euros au premier semestre 2022).
- 6,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (-0,8 million d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2022) ; les investissements IFRS sont donc de -114,9 millions d'euros (-123,2 millions d'euros au premier semestre 2022).
- -13,6 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 400,8 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (8,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 313,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2022) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 207,4 millions d'euros (278,9 millions d'euros au premier semestre 2022).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 10 de ce communiqué.

### **NOTES**

(1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

(2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.

(3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (0,7 million d'euros au premier semestre 2023 et -1,2 million d'euros au premier semestre 2022).

(4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.

(5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.



**DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE**

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liées aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
<b>CA ajusté 2022</b>	(a)	<b>683,0</b>	<b>791,8</b>	<b>1 474,8</b>
<b>CA IFRS 2023</b>	(b)	<b>671,8</b>	<b>795,2</b>	<b>1 466,9</b>
Impacts IFRS 11	(c)	49,5	68,6	118,1
<b>CA ajusté 2023</b>	(d) = (b) + (c)	<b>721,3</b>	<b>863,7</b>	<b>1 585,0</b>
Impacts de change	(e)	1,2	19,1	20,3
<b>CA ajusté 2023 aux taux de change 2022</b>	(f) = (d) + (e)	<b>722,5</b>	<b>882,8</b>	<b>1 605,3</b>
Variation de périmètre	(g)	-5,7	-9,3	-15,0
<b>CA organique ajusté 2023</b>	(h) = (f) + (g)	<b>716,8</b>	<b>873,6</b>	<b>1 590,3</b>
<b>Croissance organique</b>	(i) = (h)/(a)-1	<b>+5,0 %</b>	<b>+10,3 %</b>	<b>+7,8 %</b>

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2023
CNY	6,4
GBP	6,1
AUD	5,6
MXN	-2,1
Autres	4,3
<b>Total</b>	<b>20,3</b>

Taux de change moyen	S1 2023	S1 2022
CNY	0,1335	0,1412
GBP	1,1411	1,1874
AUD	0,6252	0,6581
MXN	0,0509	0,0451

**Prochaines informations :**Chiffre d'affaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 : 9 novembre 2023 (après marché)**Chiffres clés de JCDecaux**

- Chiffre d'affaires 2022 : 3 317 millions d'euros<sup>(a)</sup> – Chiffre d'affaires du premier semestre 2023 : 1 585,0 millions d'euros<sup>(a)</sup>
- N°1 mondial de la communication extérieure
- Une audience journalière de plus de 850 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 1 040 132 faces publicitaires dans le monde
- Une présence dans 3 573 villes de plus de 10 000 habitants
- 11 200 collaborateurs
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements FTSE4Good (3,4/5), CDP (A-), MSCI (AA) et classé Platine par EcoVadis
- 1<sup>ère</sup> entreprise de communication extérieure à rejoindre le RE100
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- N°1 mondial du mobilier urbain (604 536 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 153 aéroports et 205 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (333 620 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (101 976 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (654 957 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (170 973 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (129 305 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (24 198 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (19 371 faces publicitaires)

(a) Chiffre d'affaires ajusté

Pour plus d'information : [jcdecaux.com](http://jcdecaux.com).

Retrouvez-nous sur [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#) et [YouTube](#).

**Déclarations de nature prévisionnelle**

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations. Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ou directement auprès de la Société sur le site [www.jcdecaux.com](http://www.jcdecaux.com).

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

**Direction de la Communication** : Albert Asséraf

+33 (0) 1 30 79 79 10 – [albert.asseraf@jcdecaux.com](mailto:albert.asseraf@jcdecaux.com)

**Relations Investisseurs** : Rémi Grisard

+33 (0) 1 30 79 79 93 – [remi.grisard@jcdecaux.com](mailto:remi.grisard@jcdecaux.com)

**RECONCILIATION ENTRE LES DONNES AJUSTEES ET LES DONNEES IFRS**

Compte de résultat  m€	S1 2023				S1 2022			
	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées <sup>(1)</sup>	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées <sup>(1)</sup>	IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 585,0</b>	<b>(118,1)</b>	-	<b>1 466,9</b>	<b>1 474,8</b>	<b>(106,9)</b>		<b>1 367,8</b>
Charges d'exploitation nettes	(1 381,9)	92,8	346,4	(942,7)	(1 291,2)	85,7	387,6	(818,0)
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>203,1</b>	<b>(25,2)</b>	<b>346,4</b>	<b>524,3</b>	<b>183,6</b>	<b>(21,3)</b>	<b>387,6</b>	<b>549,9</b>
Pièces détachées de maintenance	(22,2)	0,6	-	(21,6)	(19,2)	0,3		(18,9)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(153,7)	6,9	(320,9)	(467,7)	(180,4)	8,3	(344,7)	(516,8)
Autres produits et charges opérationnels	(14,8)	1,7	64,9	51,8	(1,9)	0,1	7,5	5,7
<b>Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation</b>	<b>12,5</b>	<b>(16,0)</b>	<b>90,4</b>	<b>86,8</b>	<b>(17,9)</b>	<b>(12,7)</b>	<b>50,3</b>	<b>19,8</b>
Charges nettes de dépréciation	21,9	0,0	(0,3)	21,6	3,0	0,8	-	3,8
<b>Résultat d'exploitation après charges de dépréciation</b>	<b>34,4</b>	<b>(16,0)</b>	<b>90,0</b>	<b>108,4</b>	<b>(14,9)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>50,3</b>	<b>23,6</b>

<sup>(1)</sup> Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

Tableau de flux de trésorerie  m€	S1 2023				S1 2022			
	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées <sup>(1)</sup>	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées <sup>(1)</sup>	IFRS
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>114,3</b>	<b>4,6</b>	<b>298,8</b>	<b>417,8</b>	<b>80,7</b>	<b>1,1</b>	<b>345,9</b>	<b>427,7</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(172,8)	(24,6)	101,9	(95,5)	(1,4)	8,2	(32,3)	(25,6)
<b>Flux net des activités opérationnelles</b>	<b>(58,5)</b>	<b>(20,0)</b>	<b>400,8</b>	<b>322,3</b>	<b>79,3</b>	<b>9,2</b>	<b>313,6</b>	<b>402,1</b>
Investissements	(121,2)	6,4		(114,9)	(122,4)	(0,8)		(123,2)
<b>Cash-flow disponible</b>	<b>(179,7)</b>	<b>(13,6)</b>	<b>400,8</b>	<b>207,4</b>	<b>(43,1)</b>	<b>8,4</b>	<b>313,6</b>	<b>278,9</b>

<sup>(1)</sup> Impact IFRS 16 sur les loyers core business et non-core business des sociétés contrôlées.

## **FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2023**

### **Evolution du portefeuille de contrats**

- **Europe**

En février, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale norvégienne « JCDecaux Norge AS » a remporté le contrat de mobilier urbain publicitaire (notamment digital) de Stavanger, capitale pétrolière et troisième plus grande ville de Norvège, pour 10 ans.

En février, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale estonienne JCDecaux Eesti OÜ a remporté un contrat exclusif de mobilier urbain publicitaire de 21 ans à Tallinn (452 000 habitants), la capitale de l'Estonie.

En juin, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale norvégienne, JCDecaux Norge AS, a signé un contrat exclusif de 6 ans (plus une option d'extension de 2 ans) avec Sporveien Media AS, l'entreprise en charge de la concession publicitaire du réseau de transports en commun de la région d'Oslo, qui compte plus de 1,3 million d'habitants.

- **Asie-Pacifique**

En janvier, JCDecaux SE a annoncé le renouvellement de sa concession publicitaire avec l'aéroport de Singapour-Changi pour une durée de 7 ans, de 2023 à 2029, incluant une option d'extension de 5 ans jusqu'en 2034. Il s'agit du 3ème contrat signé depuis le début de la concession en 2011, dans le cadre d'un partenariat qui s'étendra sur plus de 20 ans.

En janvier, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale en joint-venture JCDecaux (Macau) Limited, créée en partenariat avec HN Group (détenue à 80 % par JCDecaux et 20 % par HN Group), a remporté le contrat exclusif de 15 ans portant sur le mobilier urbain publicitaire de Macao RAS (682 000 habitants). Cette nouvelle concession va permettre de couvrir l'intégralité des besoins soit environ 150 Atribus & 150 Mobiliers Urbains d'Information (MUPI).

En février, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale JCDecaux Inde, détenue à 100% par JCDecaux, a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat portant sur l'exclusivité de la publicité dans les espaces intérieurs et extérieurs de l'aéroport international Kempegowda de Bangalore (KIAB) pour 12 ans.

- **Reste du Monde**

En janvier, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté un contrat de 10 ans avec CCR Metro Bahia portant sur l'exploitation publicitaire des deux lignes de métro de Salvador (Brésil) : la ligne 1 (rouge) et la ligne 2 (bleue). Ce nouveau partenariat, qui débute en mars 2023, vient soutenir la stratégie de développement de JCDecaux et renforcer sa position de leader des médias dans les métros au Brésil.

En avril, JCDecaux SE a annoncé la signature d'un contrat avec le Groupe Carrefour Brésil - le plus grand distributeur du pays - portant sur une offre de Retail Media DOOH, enrichie par l'analyse des données. Cette nouvelle activité renforce l'expertise de JCDecaux au Brésil, qui propose la plus grande offre nationale de mobilier urbain, avec plus de 18 000 faces publicitaires positionnées stratégiquement dans 11 grandes villes.

### **Autres événements**

- **Groupe**

En janvier, JCDecaux SE a annoncé l'enregistrement de très bonnes performances pour ses systèmes de vélos en libre-service à travers le monde en 2022, avec un total de locations en hausse de 21% par rapport à 2021.

En France, les locations ont augmenté de 14% par rapport à l'année précédente.

En janvier, JCDecaux SE a annoncé la signature d'un partenariat stratégique mondial avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) afin de soutenir le « Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD », un Fonds destiné à accélérer le développement des Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers le monde.

En janvier, JCDecaux SE a placé 600 millions d'euros d'obligations à 6 ans, échéance janvier 2029. La marge a été fixée à 218 points de base au-dessus du taux de swap ce qui porte le coupon à 5,00%. Sursouscrit plus de 2 fois, cet emprunt obligataire a été placé auprès d'investisseurs de grande qualité.

En mai, JCDecaux SE a annoncé la signature d'un accord avec Clear Channel Outdoor Holdings, Inc. pour le rachat de ses activités en Italie et en Espagne. Ces opérations sont conduites de manière indépendante et répondent à des opportunités de marché différentes. La transaction en Italie a été finalisée le 31 mai 2023. La finalisation de la transaction en Espagne devrait intervenir en 2024, après l'obtention des autorisations réglementaires.

## Rapport d'activité du premier semestre 2023

### Faits marquants du premier semestre

Le montant de l'acquisition (avant prise en compte des positions de trésorerie/dette nette) de Clear Channel Italie est de 15,1 millions d'euros et celui de Clear Channel Espagne est de 60,0 millions d'euros, soit 6,7 fois l'EBITDA des 12 derniers mois à fin mars 2023 combiné des deux pays, avant prise en compte des synergies.

En juin, JCDecaux SE a présenté sa Stratégie Climat qui témoigne de son engagement à réduire son empreinte carbone sur l'ensemble de sa chaîne de valeur. Cette stratégie repose sur 3 leviers – Mesurer, Réduire et Contribuer – et vise le Net Zéro Carbone d'ici 2050 (scopes 1, 2 et 3). Elle conforte l'ambition du Groupe à poursuivre son engagement et sa participation active à la lutte contre le changement climatique en adoptant des pratiques écoresponsables et en favorisant l'innovation durable de son activité.

- **Reste de l'Europe**

En février, JCDecaux SE a annoncé la nomination d'Elina Valtia en tant que Directrice Générale de JCDecaux Finlande, à compter du 1er avril 2023.

## **PERSPECTIVES**

A l'occasion de la publication des résultats semestriels 2023, **Jean-François Decaux**, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux, a déclaré :

« En ce qui concerne le troisième trimestre 2023 nous prévoyons désormais une croissance du chiffre d'affaires autour de +7 % avec la Chine en-dessous de la moyenne du Groupe, en raison de la reprise lente du trafic international et de l'impact du non-renouvellement des contrats de Canton. »

## **TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**

Le paragraphe 8 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés du 1<sup>er</sup> semestre » en page 36 rend compte des transactions avec les parties liées.

## FACTEURS DE RISQUES

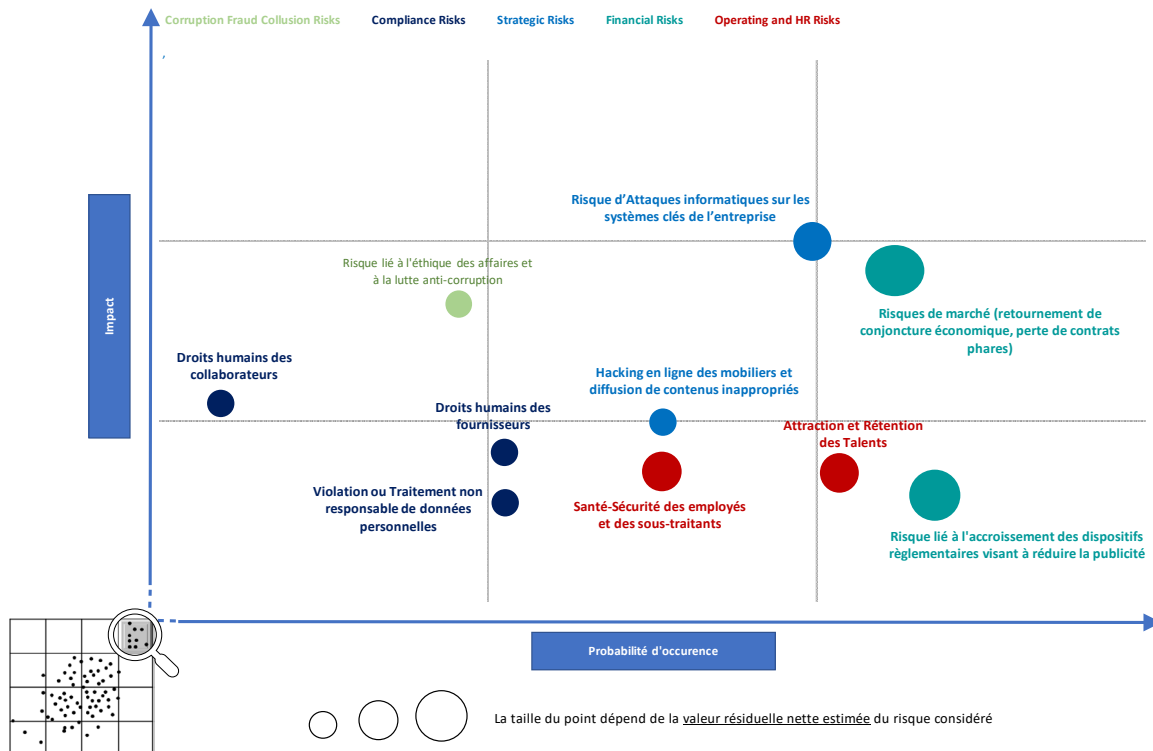
Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

En application du Règlement Européen du 14 juin 2017, le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés comme spécifiques et significatifs, puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risques, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra-Financière.



Dans le cadre de sa revue 2022 des risques, le Groupe a identifié 111 risques dont les principaux sont détaillés ci-dessous. Cette analyse des risques reste identique sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Les 10 risques les plus significatifs sont présentés dans le graphique ci-dessous :





## Risques liés à l'activité du Groupe

### Focus Covid-19

Depuis le début de la pandémie, JCDecaux a dû faire face à de nombreux enjeux couverts par plusieurs risques de la cartographie :

Enjeux d'ordre général :

- Risque lié à la dégradation de la conjoncture économique (risque majeur détaillé ci-dessous)
- Risque lié à la chute des audiences urbaines et dans les moyens de transports

Nombreux enjeux opérationnels :

- Risque lié aux Indisponibilités / Restrictions d'accès aux locaux ou aux dispositifs de l'entreprise.
- Risque lié à la mise en œuvre des nouvelles conditions de travail et enjeux de sécurité associés

Enjeux Humains :

- Risque lié à des événements pouvant mettre en danger la vie des collaborateurs
- Risque lié à l'incapacité de gérer les risques psychologiques et d'assurer le bien-être des équipes (suite à un contexte de crise)

Enjeux financiers :

- Risque lié à la défaillance de clients clés
- Risque de manque de liquidités

Le Groupe a mis en œuvre des actions spécifiques liées à chacun de ces enjeux.

### Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs. Le risque lié à des pratiques fiscales non responsables fait également partie de cette catégorie.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : il s'agit du risque lié à l'éthique des affaires et à la lutte contre la corruption.

Facteur de risque	Impact	Probabilité D'occurrence	Evaluation Nette Du Risque
<b>2.1.2. Risques De Fraude, Corruption, Entente</b>			
RISQUE LIÉ À L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES – LUTTE ANTI-CORRUPTION [DPEF]	***	**	*

## Présentation du risque

L'activité du Groupe est très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés.

La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché.

JCDecaux est aussi particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

### Gestion du risque

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Éthique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe.

Cette Charte Éthique, révisée en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Sapin II en France, fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

Cette Charte, son mode de diffusion ainsi que le rôle du Comité Éthique en charge de veiller à sa bonne application, sont présentés dans le Document d'Enregistrement Universel.

Les informations concernant le suivi et la gestion des risques liés à l'éthique des affaires et à la lutte anti-corrruption, sont disponibles dans le chapitre « Assurer une conduite éthique et lutter contre la corruption », du Document d'Enregistrement Universel.

#### Famille : Risques de Conformité aux lois et réglementations

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière se retrouvent dans cette famille :

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
<b>2.1.3. Risques de Conformité aux lois et réglementations</b>			
RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS [DPEF]	***	**	*
RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS [DPEF]	***	**	*
RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE [DPEF]	***	**	*

#### RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS [DPEF]

##### Présentation du risque :

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 80 pays et 21 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doit bénéficier du respect de ses droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

### Gestion du risque

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion des risques liés aux droits humains est disponible dans le chapitre « Ancrer le respect des valeurs sociales fondamentales », du Document d'Enregistrement Universel.

#### RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS [DPEF]

##### Présentation du risque :

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

## Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Assurer une conduite éthique et lutter contre la corruption – Encadrer nos relations fournisseurs », du Document d'Enregistrement Universel. Dans ce chapitre sont également présentés les plans d'actions actuellement en place.

### RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE [DPEF]

## Présentation du risque

Dans le cadre et pour les besoins de ses différentes activités, les sociétés du Groupe JCDecaux sont amenées à traiter des données à caractère personnel. Ces données concernent à la fois des personnes externes à l'entreprise, notamment les contacts personnes physiques des tiers avec lesquelles elles entretiennent des relations commerciales (clients, prestataires, fournisseurs, bailleurs, concédants, etc.), les usagers des services de vélos en libre-service ou encore les candidats à l'embauche et, en leur qualité d'employeur, leurs salariés et autres membres du personnel.

JCDecaux garantit à l'ensemble des personnes concernées la protection de leur vie privée et de leurs données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elles bénéficient, dans le respect des réglementations applicables.

## Gestion du risque

Afin de réduire le risque associé à des traitements non- responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- Une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE
- Des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées
- Des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux
- Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Renforcer la protection des données personnelles », du Document d'Enregistrement Universel.

### Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). L'ensemble des informations concernant les risques financiers sont disponibles dans le chapitre « Annexes aux comptes consolidés », du Document d'Enregistrement Universel.

Les 2 principaux risques identifiés sur cette famille sont les suivants :

Facteur de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
<b>2.1.4. Risques financiers</b>			
RISQUE MARCHÉ - LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	***	***	***
RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES VISANT À RÉDUIRE LA PUBLICITÉ	***	***	***

## RISQUE LIÉ À LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### Présentation du risque :

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique, suite à la crise sanitaire de la Covid-19, illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

### Gestion du risque

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté. La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée dans le Document d'Enregistrement Universel.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

## RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS REGLEMENTAIRES VISANT A REDUIRE LA PUBLICITE

### Présentation du risque :

D'un point de vue général, le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération.

Les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.

### Gestion du risque

En France, où la pression réglementaire est forte et ancienne (via notamment les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur), JCDecaux dispose de compétences et d'une organisation dédiées (via la Direction des Relations Institutionnelles, la Direction de la Coordination Réglementaire et un Pôle Affaires Publiques composé de juristes spécialisés) pour veiller à l'application de la réglementation et en suivre toutes les évolutions, afin d'anticiper et de gérer au mieux ce risque.

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant de l'environnement, principal objet des propositions de loi, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure au

monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100 % énergies renouvelables). En 2022, JCDecaux a été maintenu au niveau « Leadership » du CDP (ClimateChange) avec une note de A-.

Le Groupe est également classé Platine par EcoVadis, correspondant à la plus haute distinction et est par ailleurs référencé dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI. Depuis de nombreuses années, le groupe est mobilisé en termes d'engagement environnemental, et a contribué en 2021 à la neutralité carbone collective pour sa filiale France.

En 2022, JCDecaux a élaboré sa stratégie Climat à l'échelle du Groupe. Cette stratégie, alignée sur les ambitions de l'Accord de Paris, a pour objectif d'atteindre le Net Zéro Carbone en 2050 en s'engageant dans une trajectoire Science-Based Targets (SBTi). Le Groupe prévoit de soumettre sa trajectoire à SBTi courant 2023. Plus d'informations sont disponibles dans le chapitre « Contribuer à la neutralité carbone de la planète », du Document d'Enregistrement Universel.

#### Famille : Risques Stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques : la capacité à adresser les changements de business model ou la chute brutale des audiences en font partie tout comme le traitement des risques climatiques et environnementaux. Les principaux risques de cette famille sont les suivants :

Facteurs de risque	Impact	Probabilité d'occurrence	Evaluation nette du risque
<b>2.1.5. Risques stratégiques</b>			
ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE.	***	***	**
RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [DPEF]	***	***	*

#### ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE

##### Présentation du risque :

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes à l'appui de ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

##### Gestion du risque

Les systèmes d'information du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réel les éventuelles anomalies de fonctionnement.

Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

Enfin, le Groupe a complété sa politique IT en souscrivant auprès d'une compagnie d'assurance de premier plan, une police d'assurance Cyber Enterprise Risk Management afin de couvrir les conséquences financières d'une atteinte aux Systèmes Informatiques et aux données personnelles ou confidentielles détenues et gérées par le Groupe.

## RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [DEFP]

### Présentation du risque :

JCDecaux diffuse des campagnes digitales dans 67 pays par l'intermédiaire de près de 245 000 faces publicitaires. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Les principaux risques identifiés sont des risques de défacement ou d'atteinte à la continuité de service. Avec des effets d'autant plus graves dans ce dernier cas, que les messages diffusés pourraient être offensants et néfastes.

### Gestion du risque

JCDecaux a mis en œuvre depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures, rattachée au Directeur des Systèmes d'Information du Groupe, lui-même rattaché au Directeur Général Finance, SI et Administration, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture au niveau du Groupe et applicable dans tous les pays, d'outils de monitoring et de surveillance 24/7, via notamment un SOC, de procédures et de guides opératoires, de dispositifs de contrôles (Audits, tests de vulnérabilité, etc.), de travaux de veille cybersécurité, afin d'assurer la couverture de l'ensemble des risques identifiés.

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Renforcer la sécurité de nos activités digitales », du Document d'Enregistrement Universel.

#### Famille : Risques Opérationnels & RH

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance). Cette catégorie traite notamment des risques liés au développement du capital humain, du risque de harcèlement ou encore du risque de perte d'un collaborateur clé de l'entreprise.

Les 2 principaux risques relatifs à cette famille sont 2 risques traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière

Facteur de Risque	Impact	Probabilité D'occurrence	Evaluation Nette Du Risque
<b>2..1.6. Risques opérationnels &amp; RH</b>			
RISQUE LIÉ À LA SANTÉ SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS ET SOUS-TRAITANTS [DPEF]	***	***	**
ATTRACTION ET RÉTENTION DES TALENTS [DPEF]	***	**	**

## SANTÉ SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

### Présentation du risque :

En tant qu'afficheur publicitaire et fournisseur de supports de mobiliers, JCDecaux est un employeur de terrain, notamment dans des environnements urbains. C'est pourquoi la Santé et Sécurité au Travail constitue l'une des priorités de JCDecaux sur le volet social de son activité. Plus précisément, le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 50 % de l'effectif total du Groupe en 2022, est le plus exposé aux risques d'accidents et incidents. En effet, ses activités peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipements électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées et le travail dans des lieux à forte densité du public

### **Gestion du risque**

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Faire rayonner une culture Santé-Sécurité exemplaire », Document d'Enregistrement Universel.

## ATTRACTION ET RÉTENTION DES TALENTS

### **Présentation du risque :**

Dans un contexte général de pénurie des candidatures, JCDecaux doit se montrer attractif sur le marché de l'emploi pour attirer de nouveaux talents d'une part, et performant en tant qu'employeur pour assurer leur rétention d'autre part. À ces effets, le Groupe s'emploie non seulement à créer des conditions de travail favorables à l'épanouissement et à la réalisation des ambitions de chacun de ses collaborateurs, mais aussi à gagner en visibilité, en notoriété et à se rendre désirable sur le marché de l'emploi grâce au renforcement de sa marque employeur. En 2022, l'« Attraction et la Rétention des talents » a été identifiée comme un risque majeur. En 2022, les actions ont été déployées sur le périmètre des cadres et des managers, notamment compte tenu des constats réalisés sur les populations informatiques. Le Groupe prévoit d'étoffer et de déployer les actions d'ores et déjà menées à ce sujet, notamment en France, sur l'ensemble des collaborateurs à partir de 2023.

### **Gestion du risque**

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre « Accompagner le développement et l'épanouissement des collaborateurs. »,

du Document d'Enregistrement Universel

#### Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social, politique ainsi que les risques relatifs à des situations de pandémie.

En effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets liés à de tels événements.

Le Groupe considère que cette présentation couvre les principaux risques significatifs.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec l'article 173 de la loi sur la transition énergétique du 17 août 2015 sont décrits dans le chapitre Développement Durable du Document d'Enregistrement Universel.

**COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS – S1 2023****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2023	31/12/2022
Goodwill	§ 4.1	1 680,3	1 748,7
Autres immobilisations incorporelles		678,1	624,0
Immobilisations corporelles		1 188,2	1 279,0
Droits d'utilisation	§ 4.2	2 445,3	2 725,3
Titres mis en équivalence	§ 4.3	399,2	411,9
Autres actifs financiers		91,5	114,5
Instruments financiers dérivés	§ 4.7	-	-
Impôts différés actif		205,3	209,9
Créances d'impôts sur les sociétés		3,5	2,7
Autres créances		14,4	9,4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>6 705,7</b>	<b>7 125,4</b>
Autres actifs financiers		11,8	4,8
Stocks		219,8	161,7
Instruments financiers dérivés	§ 4.7	8,8	2,5
Clients et autres débiteurs	§ 4.4	827,5	775,9
Créances d'impôts sur les sociétés		28,0	22,4
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.7	47,2	46,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.7	1 440,3	1 919,5
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>2 583,4</b>	<b>2 933,5</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>9 289,1</b>	<b>10 058,9</b>



## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

### Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	<b>30/06/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Capital	3,2	3,2
Primes	612,4	608,5
Actions propres	-1,3	-2,0
Réserves consolidées	1 300,9	1 152,8
Résultat net part du Groupe	37,8	132,1
Autres éléments des capitaux propres	-163,9	-131,3
<b>CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE</b>	<b>1 789,2</b>	<b>1 763,3</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	39,9	36,2
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>§ 4.5 1 829,1</b>	<b>1 799,5</b>
Provisions	§ 4.6 414,9	452,0
Impôts différés passif	102,7	79,9
Dettes financières	§ 4.7 2 518,2	1 916,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	102,2	102,9
Dettes locatives	§ 4.8 2 163,4	2 454,7
Autres créditeurs	16,8	10,2
Passifs d'impôt exigible	0,1	0,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.7 0,0	0,0
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>5 318,3</b>	<b>5 016,8</b>
Provisions	§ 4.6 64,5	83,8
Dettes financières	§ 4.7 120,3	993,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	4,6	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.7 1,2	4,2
Dettes locatives	§ 4.8 786,9	957,3
Fournisseurs et autres créditeurs	1 124,1	1 145,9
Passifs d'impôt exigible	15,2	23,7
Concours bancaires	§ 4.7 24,9	29,8
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>2 141,6</b>	<b>3 242,6</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>7 460,0</b>	<b>8 259,4</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>9 289,1</b>	<b>10 058,9</b>

## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

### ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

#### COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2023	1er semestre 2022
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	§ 4.9	1 466,9	1 367,8
Coûts directs d'exploitation		-640,9	-554,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-301,8	-263,8
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>		<b>524,3</b>	<b>549,9</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-446,1	-513,0
Perte de valeur des goodwill		0,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-21,6	-18,9
Autres produits opérationnels		73,4	11,4
Autres charges opérationnelles		-21,6	-5,8
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>§ 4.10</b>	<b>108,4</b>	<b>23,6</b>
<b>Charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16</b>		<b>-41,0</b>	<b>-41,8</b>
<i>Produits financiers</i>		30,0	2,3
<i>Charges financières</i>		-53,3	-29,4
<b>Résultat financier hors IFRS 16</b>		<b>-23,2</b>	<b>-27,1</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>§ 4.11</b>	<b>-64,2</b>	<b>-68,9</b>
Impôts sur les bénéfices	§ 4.12	-4,2	32,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.13	8,7	7,1
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>48,7</b>	<b>-5,5</b>
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		10,9	6,3
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>37,8</b>	<b>-11,7</b>
Résultat de base par action (en euros)		0,178	-0,055
Résultat dilué par action (en euros)		0,178	-0,055
Nombre moyen pondéré d'actions		212 929 764	212 773 313
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 929 764	212 773 313

#### AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>		1er Semestre 2023	1er Semestre 2022
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>48,7</b>	<b>-5,5</b>
Variation des écarts de conversion <sup>(1)</sup>		-23,2	43,8
Couverture des flux de trésorerie		-0,1	-0,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,9	0,6
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-8,8	-3,2
<b>Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>-31,2</b>	<b>41,0</b>
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-0,4	26,4
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		0,2	-5,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		0,1	0,2
<b>Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>-0,1</b>	<b>21,6</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>		<b>-31,3</b>	<b>62,6</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>17,4</b>	<b>57,1</b>
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		12,2	11,3
<b>RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE</b>		<b>5,2</b>	<b>45,8</b>

(1) Sur le premier semestre 2023, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change, dont -13,9 millions d'euros pour l'Australie, -8,1 millions d'euros pour Hong Kong, -7,4 millions d'euros pour l'Afrique du Sud et 5,3 millions d'euros pour le Mexique. Sur le premier semestre 2022, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change, dont 25,9 millions d'euros pour Hong Kong, 16,6 millions d'euros pour l'Australie, 7,9 millions d'euros pour le Mexique et -9,8 millions d'euros pour les Etats-Unis.

## ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2022

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planification des actifs	Autres	Total Autres éléments			
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2021</b>	3,2	608,5	-2,8	1 155,3	1,2	-0,1	-79,2	0,9	-67,7	0,8	-144,1	1 620,2	23,4	1 643,6
Augmentation / Diminution de capital <sup>(1)</sup>												0,0	0,5	0,5
Variation d'actions propres <sup>(2)</sup>			-0,7	-0,4								-1,1		-1,1
Achat			-29,4									-29,4		-29,4
Vente			28,7	-0,4								28,3		28,3
Distributions de dividendes												0,0	-11,8	-11,8
Paiements en actions				3,0								3,0		3,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires <sup>(3)</sup>												0,0	0,7	0,7
Variations de périmètre <sup>(4)</sup>				-8,7			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-8,7	-0,5	-9,3
Résultat de l'ensemble consolidé				-11,7								-11,7	6,3	-5,5
Autres éléments du Résultat global					0,1		36,2		21,3		57,6	57,6	5,0	62,6
<b>Résultat global</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-11,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>36,2</b>	<b>0,0</b>	<b>21,3</b>	<b>0,0</b>	<b>57,6</b>	<b>45,8</b>	<b>11,3</b>	<b>57,1</b>
Autres				-0,2	0,0		0,0				0,0	-0,2	0,1	-0,2
<b>Capitaux propres au 30 juin 2022</b>	<b>3,2</b>	<b>608,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>1 137,2</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-42,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-46,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-86,5</b>	<b>1 659,0</b>	<b>23,6</b>	<b>1 682,5</b>

(1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées.

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) Reprise d'une dette liée à un put suite à son non-exercice par le partenaire. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,2 million d'euros sur le premier semestre 2022.

(4) Mouvements de périmètre liés à l'acquisition de minoritaires aux Emirats Arabes Unis et à un effet de restructuration en Chine.

## ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2023

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels / planification des actifs	Autres	Total Autres éléments			
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	3,2	608,5	-2,0	1 284,8	0,2	-0,2	-86,6	0,9	-46,4	0,8	-131,3	1 763,3	36,2	1 799,5
Augmentation / Diminution de capital <sup>(1)</sup>	0,0	3,9		1,0								4,9	0,0	4,9
Variation d'actions propres <sup>(2)</sup>			0,7	0,2								1,0		1,0
Achat			-18,7									-18,7		-18,7
Vente			19,4	0,2								19,7		19,7
Distributions de dividendes												0,0	-9,8	-9,8
Paiements en actions				3,2								3,2		3,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires <sup>(3)</sup>												0,0		0,0
Variations de périmètre <sup>(4)</sup>				11,5			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	1,3	12,8
Résultat de l'ensemble consolidé				37,8								37,8	10,9	48,7
Autres éléments du Résultat global					-0,1		-32,4		-0,1		-32,6	-32,6	1,3	-31,3
<b>Résultat global</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>37,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-32,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-32,6</b>	<b>5,2</b>	<b>12,2</b>	<b>17,4</b>
Autres				0,1			0,0		0,0		0,0	0,1	0,0	0,1
<b>Capitaux propres au 30 juin 2023</b>	<b>3,2</b>	<b>612,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>1 338,7</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-119,0</b>	<b>0,9</b>	<b>-46,5</b>	<b>0,8</b>	<b>-163,9</b>	<b>1 789,2</b>	<b>39,9</b>	<b>1 829,1</b>

(1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées. En 2023, plan d'actionnariat salarié « JCDecaux Ensemble ».

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) Les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour +0,7 million d'euros sur le premier semestre 2023.

(4) Mouvements de périmètre liés principalement au goodwill provisoire constaté lors de l'acquisition d'une entité mise en équivalence en Europe du Sud en attente de réalisation des travaux d'allocation du prix payé dans le délai d'affectation de 12 mois.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022
Résultat net avant impôts	52,9	-38,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.13 -8,7	-7,1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	42,2	23,7
Charges liées aux paiements en actions	4,2	3,0
Gains et pertes sur contrats de location	-83,0	-31,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	447,1	512,7
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-1,9	-1,4
Charges nettes d'actualisation	2,4	3,1
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	55,9	64,0
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	-2,6	-6,5
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	-57,1	-46,2
Intérêts financiers payés	-41,3	-27,5
Intérêts financiers reçus	28,7	1,8
Impôt sur le résultat payé	-21,2	-22,7
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>417,8</b>	<b>427,7</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>-95,5</b>	<b>-25,6</b>
Variation des stocks	-54,3	-36,9
Variation des clients et autres créances	-59,5	30,8
Variation des fournisseurs et autres dettes	18,2	-19,6
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>322,3</b>	<b>402,1</b>
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-147,3	-125,6
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise <sup>(1)</sup>	-7,2	-7,5
Décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières	-2,9	-12,0
<b>Total Investissements</b>	<b>-157,4</b>	<b>-145,1</b>
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	32,4	2,3
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée <sup>(1)</sup>	0,0	0,1
Encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières	6,5	11,9
<b>Total Désinvestissements</b>	<b>39,0</b>	<b>14,3</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>-118,4</b>	<b>-130,8</b>
Distribution mise en paiement	-9,8	-11,8
Achat d'actions propres	-18,7	-29,4
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	0,0	-6,1
Réduction des capitaux propres	0,0	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-892,3	-820,9
Remboursement des dettes locatives	-400,8	-313,6
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	0,0	0,0
<b>Besoin de trésorerie (Financement)</b>	<b>-1 321,6</b>	<b>-1 181,8</b>
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	0,0
Augmentation des capitaux propres	3,9	0,5
Vente d'actions propres	19,7	28,3
Augmentation des emprunts à long terme	629,5	1 358,9
<b>Dégagement de trésorerie (Financement)</b>	<b>653,1</b>	<b>1 387,7</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT</b>	<b>-668,5</b>	<b>205,9</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>-464,7</b>	<b>477,2</b>
<b>Trésorerie nette d'ouverture</b>	<b>1 889,7</b>	<b>1 487,4</b>
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-9,7	0,1
<b>Trésorerie nette de clôture <sup>(2)</sup></b>	<b>1 415,4</b>	<b>1 964,7</b>

(1) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023 et sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022.

(2) Dont 1 440,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 24,9 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2023 contre respectivement 1 978,6 millions d'euros et 13,9 millions d'euros au 30 juin 2022.

**ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES****1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES****1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du premier semestre 2023, arrêtés par le Directoire du 21 juillet 2023, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

**1.2. Principales méthodes comptables**

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés semestriels 2023 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1126-20230101>.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, à l'exception de :

- La nouvelle norme IFRS 17 et les amendements IFRS 9 : Contrats d'assurance
- L'amendement IAS 1 : Informations à fournir sur les méthodes comptables
- L'amendement IAS 8 : Définition des estimations comptables
- L'amendement IAS 12 : Impôts différés relatifs à un actif ou passif acquis via une transaction unique
- La décision IFRIC de mars 2023 sur les droits de substitution (IFRS 16).

L'application de ces amendements n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Les règles du Pilier 2 sur la comptabilisation d'un impôt minimum pour les multinationales, ont été adoptées par l'Union Européenne et sont applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024. La transposition de la directive européenne en droit interne, qui doit avoir lieu avant le 31 décembre 2023, n'a pas encore été faite en France. Seuls trois pays hors UE ont déjà voté le nouveau dispositif. Pour ces derniers, en l'absence de dispositions spécifiques d'IAS 12 permettant de traiter ce type d'impôt résultant de Pilier 2, il est difficile de déterminer quelles seraient les conséquences d'IAS 12 en matière d'impôts différés. Sur cette base, le principe retenu par le Groupe est de ne pas comptabiliser d'impôts différés complémentaires au titre de Pilier 2 dans les comptes consolidés intermédiaires semestriels 2023. Des travaux sont en cours pour identifier les impacts de Pilier 2 dans les comptes du Groupe.

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2023.

**1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels****1.3.1. Utilisation d'estimations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2023 ont été réalisées avec une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques dans le contexte actuel lié à la hausse de l'inflation et à la guerre en Ukraine.

**1.3.2. Tests de perte de valeur**

En l'absence d'indice de perte de valeur entraînant une dépréciation des actifs, le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2023 de perte de valeur significative sur les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

**1.3.3. Impôts**

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables et autres différences temporelles.

#### 1.3.4. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2023 est de 5,25 % pour le Royaume-Uni (contre 4,75 % au 31 décembre 2022) et de 3,60 % pour la zone Euro (contre 3,75 % au 31 décembre 2022). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 3,07 % (contre 2,6 % au 31 décembre 2022) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est de 3,0 % (contre 2,0 % au 31 décembre 2022).

## 2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le 30 mai 2023 le Groupe a annoncé la signature d'un accord avec Clear Channel Outdoor Holdings, Inc. pour le rachat de ses activités en Italie et en Espagne. Ces opérations sont conduites de manière indépendante et répondent à des opportunités de marché différentes. La transaction en Italie a été finalisée le 31 mai 2023. La finalisation de la transaction en Espagne devrait intervenir en 2024, après l'obtention des autorisations réglementaires.

### 2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2023 sont les suivantes :

Le 31 mai 2023, la société IGPDecaux Spa (Italie), société en contrôle conjoint détenue à 60% par le Groupe et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, a acquis 100% de la société Clear Channel Italia.

### 2.2. Effets des acquisitions

L'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de la société JCDecaux Chicago Communication Network, LLC acquise en septembre 2022 a conduit à la reconnaissance de contrats à l'actif de l'état de situation financière et la diminution associée, après effet d'impôt, du goodwill. L'impact sur le résultat net part du Groupe est de -2,0 millions d'euros.

## 3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle du Groupe, basée sur le reporting de gestion opérationnelle élaboré pour le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), est établie sur la base des données historiques sous référentiel IFRS retraitées des deux impacts suivants :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business ») : les redevances fixes des contrats « core business » entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 sont maintenues en déduction dans la marge opérationnelle dans l'information sectorielle, et ce sur la base d'une reconnaissance des remises sur leur exercice de rattachement.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16 (reconnaissance d'une dette locative et d'un droit d'usage au titre des redevances fixes et minimums garantis) et dont les effets au compte de résultat (amortissement du droit d'usage et actualisation de la dette locative) viennent remplacer la charge de loyer.

### 3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

#### 3.1.1. Sur le premier semestre 2023

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023 se présente comme suit :

## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
<b>Chiffre d'affaires</b> <sup>(1)</sup>	822,6	536,7	225,7	1 585,0
<b>Marge opérationnelle</b>	172,6	21,4	9,1	203,1
<b>Résultat d'exploitation</b> <sup>(2)</sup>	62,7	-4,2	-24,1	34,4
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b> <sup>(3)</sup>	79,5	34,0	7,7	121,2

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 411,7 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 173,3 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de +21,9 millions d'euros : +1,5 million d'euros en Mobilier Urbain et +20,4 millions d'euros en Transport.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées <sup>(1)</sup>	Impact des coentreprises <sup>(2)</sup>	Impact IFRS 16 <sup>(3)</sup>	Données IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 585,0	-118,1	0,0	1 466,9
<b>Marge opérationnelle</b>	203,1	-25,2	346,4	524,3
<b>Résultat d'exploitation</b>	34,4	-16,0	90,0	108,4
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b>	121,2	-6,4	0,0	114,9

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +27,4 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -24,7 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont -0,3 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -118,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -123,9 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +5,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 466,9 millions d'euros.

L'impact de +346,4 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances et la comptabilisation des rabais post-clôture, des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +90,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +346,4 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -304,8 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +64,9 millions d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -21,7 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +5,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

### 3.1.2. Sur le premier semestre 2022

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
<b>Chiffre d'affaires</b> <sup>(1)</sup>	789,4	459,0	226,4	1 474,8
<b>Marge opérationnelle</b>	151,1	22,6	9,9	183,6
<b>Résultat d'exploitation</b> <sup>(2)</sup>	23,4	-14,5	-23,8	-14,9
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b> <sup>(3)</sup>	62,6	50,5	9,3	122,4

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 320,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 154,8 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 3,0 millions d'euros : 0,4 million d'euros en Mobilier Urbain, 3,4 millions d'euros en Transport et -0,8 million d'euros en Affichage.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées <sup>(1)</sup>	Impact des coentreprises <sup>(2)</sup>	Impact IFRS 16 <sup>(3)</sup>	Données IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 474,8	-106,9	0,0	1 367,8
<b>Marge opérationnelle</b>	183,6	-21,3	387,6	549,9
<b>Résultat d'exploitation</b>	-14,9	-11,8	50,3	23,6
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b>	122,4	0,8	0,0	123,2

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +26,6 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -24,1 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -106,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -113,5 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,5 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 367,8 millions d'euros.

L'impact de +387,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances et la comptabilisation des rabais post-clôture, des contrats core business des sociétés contrôlées.

L'impact de +50,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +387,6 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -344,7 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +7,5 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -4,7 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +4,6 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

### 3.2. Information par zone géographique

#### 3.2.1. Sur le premier semestre 2023

L'information par zone géographique sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023 s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe <sup>(1)</sup>	Asie-Pacifique <sup>(2)</sup>	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord <sup>(3)</sup>	Total
<b>Chiffre d'affaires</b>	470,4	348,3	291,6	205,5	146,5	122,6	1 585,0

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

#### 3.2.2. Sur le premier semestre 2022

L'information par zone géographique sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022 s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe <sup>(1)</sup>	Asie-Pacifique <sup>(2)</sup>	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord <sup>(3)</sup>	Total
<b>Chiffre d'affaires</b>	448,5	317,4	278,5	170,8	143,4	116,2	1 474,8

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

### 3.3. Autres informations

#### 3.3.1. Sur le premier semestre 2023

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises <sup>(1)</sup>	Impact IFRS 16 <sup>(2)</sup>	Données IFRS
Capacité d'autofinancement <sup>(3)</sup>	114,3	4,6	298,8	417,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-172,8	-24,6	101,9	-95,5
<b>Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles</b>	<b>-58,5</b>	<b>-20,0</b>	<b>400,8</b>	<b>322,3</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets <sup>(4)</sup></b>	<b>-121,2</b>	<b>6,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-114,9</b>
<b>Cash-Flow Disponible</b>	<b>-179,7</b>	<b>-13,6</b>	<b>400,8</b>	<b>207,4</b>

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.



## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

### 3.3.2. Sur le premier semestre 2022

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022 se décompose comme suit :

En millions d'euros	Données ajustées	Impact des coentreprises <sup>(1)</sup>	Impact IFRS 16 <sup>(2)</sup>	Données IFRS
Capacité d'autofinancement <sup>(3)</sup>	80,7	1,1	345,9	427,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1,4	8,2	-32,3	-25,6
<b>Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles</b>	<b>79,3</b>	<b>9,2</b>	<b>313,6</b>	<b>402,1</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets <sup>(4)</sup></b>	<b>-122,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-123,2</b>
<b>Cash-Flow Disponible</b>	<b>-43,1</b>	<b>8,4</b>	<b>313,6</b>	<b>278,9</b>

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

## 4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1. Goodwill

Les goodwill s'élevaient à 1 680,3 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2023 contre 1 748,7 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une diminution de 68,4 millions d'euros. Cette baisse est liée à l'allocation sur le semestre du prix d'acquisition d'une société acquise en 2022 ainsi qu'à l'effet de change.

### 4.2. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élevaient à 2 445,3 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2023 contre 2 725,3 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une diminution de 280,0 millions d'euros. La baisse principalement liée à la charge d'amortissement du premier semestre, à l'effet de change et aux renégociations de contrats, est en partie compensée par des nouveaux contrats et renouvellements.

### 4.3. Titres mis en équivalence

Les travaux d'allocation de prix sur les acquisitions de sociétés mises en équivalence réalisées en 2023 n'ont pas été effectués et le seront durant le délai d'affectation qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de l'opération.

### 4.4. Clients et autres débiteurs

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs au 30 juin 2023 de 51,6 millions d'euros est principalement liée aux flux liés à l'activité pour +53,3 millions d'euros, aux flux de reclassement pour +0,9 million d'euros alors que les flux de change représentent un impact de -2,5 millions d'euros.

Le Groupe a réalisé au 30 juin 2023 une cession ponctuelle sans recours de créances commerciales pour un encours de 189,3 millions d'euros dans 7 pays. Les créances clients cédées sont sorties de l'actif au 30 juin 2023 en application des dispositions d'IFRS 9 et la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés aux banques.

### 4.5. Capitaux propres

#### Composition du capital

Au 30 juin 2023, le capital s'établit à 3 249 630,93 euros, divisé en 213 161 658 actions de même catégorie et entièrement libérées.

#### Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et au 30 juin 2023 :

Nombre d'actions en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	212 902 810
Émission d'actions à la suite du plan d'actionnariat salarié	258 848
<b>Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2023</b>	<b>213 161 658</b>

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2023.

## Comptes consolidés intermédiaires résumés – S1 2023

Le Groupe détient 68 945 actions propres au 30 juin 2023.

L'Assemblée Générale du 16 mai 2023 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 212 902 810 actions composant le capital social au 31 décembre 2022.

En mars 2023, le Groupe a lancé « JCDecaux Ensemble », un plan d'actionnariat salarié pour les salariés basés en France. Le prix de souscription a été fixé le 4 avril 2023 à 15,86 euros, correspondant à 80% de la moyenne des cours de bourse d'ouverture de l'action lors des 20 séances de bourse du 7 mars au 3 avril 2023. La période de souscription s'est achevée le 25 avril 2023 et un total de 258 848 actions a été souscrit pour un montant total de 4,1 millions d'euros.

Une charge de 1,0 million d'euros liée à la juste valeur de la décote offerte aux salariés a été reconnue dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2023, JCDecaux SE est détenue à 65,39 % par la société JCDecaux Holding.

### 4.6. Provisions et passifs éventuels

Les provisions s'élèvent à 479,3 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 535,8 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une diminution de 56,4 millions d'euros, liée principalement à une diminution des provisions pour perte à terminaison ainsi que des provisions pour démontage.

Concernant les passifs éventuels, le 12 avril 2022, le Groupe a reçu de l'Autorité de la concurrence une « Notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France » et a présenté ses observations dans le délai de 2 mois imparti. Une fois que l'Autorité de la Concurrence les aura analysées, cette dernière produira un rapport que le Groupe aura de nouveau deux mois pour commenter avant que le collège de l'Autorité de la Concurrence ne soit saisi. Le Groupe continuera à coopérer avec l'Autorité et à lui fournir toutes les explications nécessaires pour dissiper ses interrogations mais il considère le grief infondé et n'a donc pas considéré opportun de constituer une provision.

### 4.7. Dette Financière

En millions d'euros	30/06/2023			31/12/2022		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
<b>Dette financière brute au bilan</b> (1)	<b>120,3</b>	<b>2 518,2</b>	<b>2 638,5</b>	<b>993,3</b>	<b>1 916,4</b>	<b>2 909,7</b>
Instruments financiers dérivés actifs	-8,8	0,0	-8,8	-2,5		-2,5
Instruments financiers dérivés passifs	1,2	0,0	1,2	4,2		4,2
<b>Instruments financiers de couverture</b> (2)	<b>-7,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-7,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>1,7</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	1 440,3		1 440,3	1 919,5		1 919,5
Concours bancaires	-24,9		-24,9	-29,8		-29,8
<b>Trésorerie nette</b> (3)	<b>1 415,4</b>	<b>0,0</b>	<b>1 415,4</b>	<b>1 889,7</b>	<b>0,0</b>	<b>1 889,7</b>
<b>Actifs financiers de trésorerie (**)</b> (4)	<b>47,2</b>	<b>0,0</b>	<b>47,2</b>	<b>46,8</b>	<b>0,0</b>	<b>46,8</b>
<b>Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)</b> (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	<b>-1 350,0</b>	<b>2 518,2</b>	<b>1 168,3</b>	<b>-941,4</b>	<b>1 916,4</b>	<b>975,0</b>

(\*) Au 30 juin 2023, le Groupe dispose de 1 440,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie contre 1 919,5 millions d'euros au 31 décembre 2022. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts en compte courant, de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 5,2 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2023, contre 4,4 millions d'euros au 31 décembre 2022.

(\*\*) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2023 sont constitués de 47,2 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 46,8 millions d'euros au 31 décembre 2022). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur de la dette financière du fait du coût amorti est le suivant (retraitement IFRS 9) :

En millions d'euros	30/06/2023			31/12/2022		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
<b>Dette financière brute au bilan</b> (1)	<b>120,3</b>	<b>2 518,2</b>	<b>2 638,5</b>	<b>993,3</b>	<b>1 916,4</b>	<b>2 909,7</b>
<b>Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9)</b> (2)	<b>1,7</b>	<b>8,0</b>	<b>9,7</b>	<b>1,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,8</b>
<b>Dette financière économique</b> (3)=(1)+(2)	<b>122,0</b>	<b>2 526,2</b>	<b>2 648,2</b>	<b>994,3</b>	<b>1 920,2</b>	<b>2 914,5</b>

Au 30 juin 2023, la dette financière du Groupe comprend principalement la dette portée par JCDecaux SE avec :

- Des emprunts obligataires pour un total de 2 299,8 millions d'euros :
  - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance octobre 2024
  - o 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
  - o 500,0 millions d'euros émis en 2022 à échéance février 2030
  - o 600,0 millions d'euros émis en 2023 à échéance janvier 2029

- Un emprunt bancaire de 150 millions d'euros mis en place en 2020 à échéance avril 2025

Au 30 juin 2023, JCDecaux SE dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (*swingline*).

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

JCDecaux SE est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 22 mai 2023, et celle de Standard and Poor's du 29 septembre 2022).

#### 4.8. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 2 950,3 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 3 412,1 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une diminution de -461,8 millions d'euros. La baisse, principalement liée au remboursement de la dette locative, à un effet de change négatif et à des renégociations et fins de contrats, est compensée en partie par les nouveaux contrats et mises à jour de minima garantis.

#### 4.9. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 1 466,9 millions d'euros sur le premier semestre 2023 comparativement à 1 367,8 millions d'euros sur le premier semestre 2022, soit une augmentation de 7,2 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 301,0 millions d'euros sur le premier semestre 2023 (contre 1 221,8 millions d'euros sur le premier semestre 2022) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 165,9 millions d'euros sur le premier semestre 2023 (contre 146,0 millions d'euros sur le premier semestre 2022).

#### 4.10. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2023, le résultat d'exploitation s'élève à 108,4 millions d'euros contre 23,6 millions d'euros sur le premier semestre 2022. Cette amélioration s'explique principalement par la baisse de 110,5 millions d'euros des charges nettes positionnées entre la marge opérationnelle et le résultat d'exploitation, qui provient notamment :

- D'une baisse de 67,0 millions d'euros des Dotations aux amortissements et provisions nettes liée à une diminution de 40,4 millions d'euros des charges d'amortissements des droits d'utilisation, une augmentation de -1,1 million d'euros des autres dotations aux amortissements, une reprise de provisions pour démontage de 14,7 millions d'euros consécutive à des renégociations de contrats, et une hausse de 12,9 millions d'euros des reprises nettes des autres provisions liée notamment à une reprise de provision pour perte à terminaison de 17,4 millions d'euros sur un contrat résilié en 2023 ;
- Des Autres produits opérationnels de 73,4 millions d'euros (contre 11,4 millions d'euros sur le premier semestre 2022) liés notamment à l'impact positif de 65,1 millions d'euros de plus-values nettes découlant de la fin anticipée de contrats IFRS16 ;
- Des Autres charges opérationnelles d'un montant de -21,6 millions d'euros (contre -5,8 millions d'euros sur le premier semestre 2022) comprenant notamment pour -11,6 millions d'euros des coûts de sortie de contrats encourus sur la période (compensés par la reprise de provision de 17,4 millions d'euros indiquée ci-dessus) ainsi que des coûts d'acquisition et de restructuration pour -3,7 millions d'euros.

#### 4.11. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2023, le résultat financier s'élève à -64,2 millions d'euros contre -68,9 millions d'euros sur le premier semestre 2022. Cette amélioration de 4,7 millions d'euros provient principalement de la diminution du coût de l'endettement net pour 6,9 millions d'euros et d'une baisse des charges nettes d'actualisation de 0,7 million d'euros (dont une baisse de 1,9 million d'euros des charges nettes d'actualisation des dettes sur engagement de minoritaires), compensées en partie par une évolution défavorable du résultat de change de -2,1 millions d'euros.

La diminution du coût de l'endettement net provient principalement de la hausse des produits d'intérêt de placements à la suite de la remontée des taux d'intérêt, atténuée par la hausse des charges financières en lien avec la mise en place d'un nouvel emprunt obligataire de 600 millions d'euros début janvier 2023.

#### 4.12. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2023, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -4,2 millions d'euros contre un produit de 32,7 millions d'euros sur le premier semestre 2022. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill, prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ressort ainsi à 9,6 % sur le premier semestre 2023 contre 74,1 % sur le premier semestre 2022. Le taux effectif d'impôt reste très atypique sur les deux périodes présentées en raison de variations d'impôts différés actifs importantes (reprises de provisions notamment aux Etats-Unis et dotations de provisions dans certaines autres géographies).

#### 4.13. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2023, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à -4,2 millions d'euros contre -2,5 millions d'euros sur le premier semestre 2022, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 12,8 millions d'euros sur le premier semestre 2023 contre 9,6 millions d'euros sur le premier semestre 2022. Une perte de valeur des coentreprises avait été constatée sur le premier semestre 2022 pour -0,8 million d'euros.

### 5. COMMENTAIRES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Début 2023, le Groupe a déposé sa lettre d'engagement auprès de SBTi en rejoignant le projet mondial « Business Ambition pour 1,5°C ». Cette trajectoire de réduction de l'impact carbone global de JCDecaux est fondée sur trois leviers d'actions principaux :

1. Améliorer l'empreinte carbone de nos mobiliers et de leur exploitation
2. Réduire les émissions de nos opérations
3. Optimiser les déplacements personnels et professionnels de nos collaborateurs.

### 6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principales sources d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2023 par rapport au 31 décembre 2022 sont :

- une augmentation de 495,1 millions d'euros des engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels,
- une augmentation de 140,1 millions d'euros d'engagements sur les contrats de location signés non démarrés,
- une augmentation de 36,3 millions d'euros des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles.

### 7. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2023 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2023.

### 8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2023, il n'y a pas de variation significative dans l'état de situation financière des relations entre le Groupe et les parties liées. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2022.

Un actif corporel propriété de JCDecaux SE a été cédé le 27 juin 2023 à une filiale de la société JCDecaux Holding, détenue à 100% par la famille Decaux, pour un prix de vente de 30,2 millions d'euros, avec un effet quasi nul en résultat d'exploitation.

### 9. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

**KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris-La Défense cedex  
S.A. au capital de € 5 497 100  
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**ERNST & YOUNG et Autres**

Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**JCDecaux SE**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2023

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société JCDecaux SE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2023

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

ERNST & YOUNG et Autres

Grégoire Menou

Aymeric de La Morandière